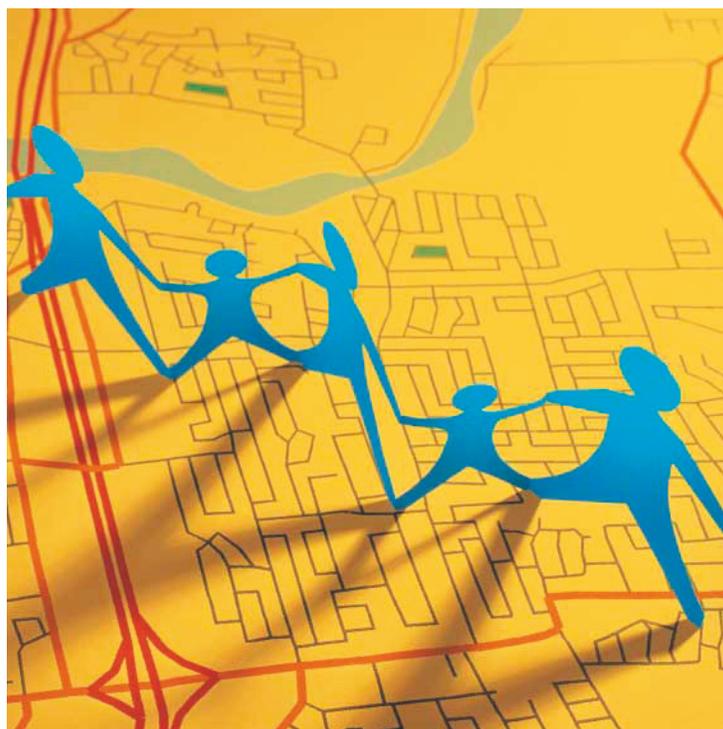


**Profils socioéconomiques et  
perspectives de développement  
de sept petites communautés  
de la Côte-Nord**

Richard SHEARMUR

URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ

The logo for INRS (Institut national de la recherche scientifique) is displayed in a large, bold, blue font. The letters are stylized and blocky.



**Profils socioéconomiques et  
perspectives de développement  
de sept petites communautés  
de la Côte-Nord**

Richard SHEARMUR

Document préparé pour le  
ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société

mars 2004

Responsabilité scientifique : Richard Shearmur  
[Richard.Shearmur@inrs-ucs.quebec.ca](mailto:Richard.Shearmur@inrs-ucs.quebec.ca)  
Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société

Diffusion :  
Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société  
3465, rue Durocher  
Montréal (Québec) H2X 2C6

Téléphone : (514) 499-4000  
Télécopieur : (514) 499-4065

[www.inrs-ucs.quebec.ca](http://www.inrs-ucs.quebec.ca)

Projet de recherche financé par le ministère des  
Affaires municipales, du Sport et du Loisir

ISBN 2-89575-057-2  
Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2004  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
© Tous droits réservés



# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	3
1.1 Problématique du développement sur la Côte-Nord .....	3
1.2 Et les solutions de rechange ? .....	6
2. CONTEXTE GÉNÉRAL .....	9
2.1 Évolution de la population totale, 1971-2001 .....	10
2.2 Évolution de l'emploi total, 1971-2001 .....	12
2.3 Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, 1971-2001 .....	13
2.4 Pourcentage de l'emploi dans la 1 <sup>re</sup> et la 2 <sup>e</sup> transformation, 1971-2001 .....	15
2.5 Pourcentage de l'emploi dans les secteurs publics, 1971-2001 .....	17
2.6 Discussion du contexte général .....	18
3. PROFIL DES LOCALITÉS À L'ÉTUDE .....	21
3.1 Les sept localités .....	21
3.2 Autres remarques .....	23
3.3 Quelques statistiques .....	25
4. CONCLUSIONS.....	35
RÉFÉRENCES.....	37

## Liste des figures et carte

Figure 1a : Évolution de la population par région type au Canada, 1971-2001 .....	10
Figure 1b : Évolution de la population par région type au Québec, 1971-2001 .....	10
Figure 1c : Population, Côte-Nord, 1971-2001 .....	10
Figure 2a : Évolution de l'emploi par région type au Canada, 1971-2001 .....	12
Figure 2b : Évolution de l'emploi par région type au Québec, 1971-2001 .....	12
Figure 2c : Emplois, Côte-Nord, 1971-2001 .....	12
Figure 3a : Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, Canada, 1971-2001 .....	13
Figure 3b : Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, Québec, 1971-2001 .....	13
Figure 3c : Pourcentage des emplois dans le secteur primaire, Côte-Nord, 1971-2001 .....	13
Figure 4a : Pourcentage de l'emploi total dans le secteur manufacturier de première et de deuxième transformation, Canada, 1971-2001 .....	15
Figure 4b : Pourcentage de l'emploi total dans le secteur manufacturier de première et de deuxième transformation, Québec, 1971-2001 .....	15
Figure 4c : Pourcentage des emplois dans la première et la deuxième transformation, Côte-Nord, 1971-2001 .....	15
Figure 5 : Pourcentage de l'emploi total dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Canada, 1971-2001 .....	17
Figure 5 : Pourcentage de l'emploi total dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Québec, 1971-2001 .....	17
Figure 5 : Pourcentage des emplois dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Côte-Nord, 1971-2001 .....	17
Figure 6 : Indice de croissance de la population totale, 1991-2003 .....	25
Figure 7 : Pourcentage de la population entre 15 et 65 ans, 1996 et 2001 .....	27
Figure 8 : Pourcentage de la population de 15 ans et plus ayant fréquenté l'université, 2001 ...	28
Figure 9 : Évolution des revenus d'emplois moyens par rapport au revenu d'emploi moyen québécois .....	29
Figure 10 : Revenu d'emploi moyen, dollars, 2001 .....	30
Figure 11 : Revenu total par personne, 1996 et 2001 .....	31
Figure 12 : Pourcentage des revenus totaux par personne provenant de transferts gouvernementaux, 1996 et 2001 .....	31
Figure 13 : Pourcentage des personnes ayant un revenu d'emploi qui travaillent à temps plein et durant toute l'année 1996 et 2001 .....	32
Figure 14 : Revenus des employés à temps plein pendant toute l'année, 1996 et 2001 .....	32
Figure 15 : Structure industrielle des emplois, 2001 .....	33
Carte 1 : Localisation des sept petites communautés de la Côte-Nord .....	2
Carte 2 : Croissance de la population 1996-2001 .....	25



## Introduction

Dans le cadre du mandat donné au centre Eau, Terre et Environnement de l'INRS par le MAMSL afin d'évaluer la faisabilité technique et les coûts associés à la mise à niveau des services d'eau potable et de la collecte et du traitement des eaux usées de sept communautés de la Côte-Nord, le centre Urbanisation, Culture et Société de l'INRS a été convié à établir le profil socioéconomique de ces communautés, à commenter leurs perspectives de développement, et à estimer la capacité de ces communautés à financer les infrastructures nécessaires.

Ce rapport propose donc de faire le point sur la littérature existante sur ces communautés et d'analyser divers facteurs contextuels et locaux qui permettront de dresser un portrait des communautés et de leurs perspectives économiques.

Le rapport sera divisé en trois parties. La première fera état des recherches et de la littérature existante. Malgré une recherche approfondie, peu de textes qui portent sur les petites communautés à l'étude ont été trouvés, et les textes portant sur la Côte-Nord sont assez disparates et peu analytiques.

Dans un deuxième temps, et afin de mettre en contexte l'étude de la Côte-Nord et des petites communautés éloignées qui s'y trouvent, certaines grandes tendances à l'échelle canadienne, voire occidentale, sont décrites. Cette partie, qui peut paraître marginale par rapport à la problématique des communautés concernées de la Côte-Nord, est à notre avis primordiale pour bien interpréter ce qui s'y passe et situer nos conclusions sur leurs perspectives de développement.

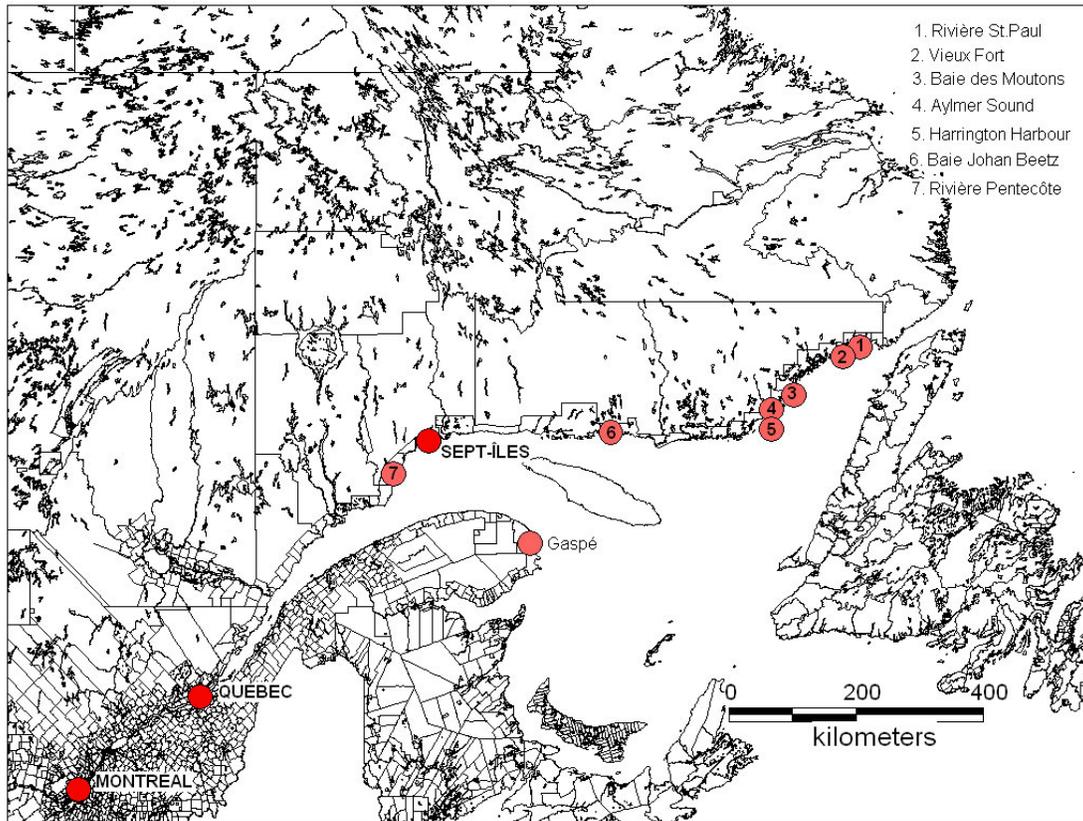
La troisième partie introduit les sept communautés étudiées, qui sont Rivière-Pentecôte, Baie-Johan-Beetz, Harrington Harbour, Aylmer Sound, Mutton Bay, Vieux-Fort et Rivière-Saint-Paul. Dans le cadre de cette étude socioéconomique, des visites de terrain n'ont pas été possibles : nos analyses ont donc été effectuées à partir de visites de deux de ces communautés (Rivière-Pentecôte et Baie-Johan-Beetz), de discussions avec des intervenants et chercheurs familiers avec ces régions, et de données statistiques. Nous en dégageons un profil qui décrit la problématique de développement dans ces communautés, et duquel se dégagent des questions importantes concernant leur développement futur.

Les conclusions de ce rapport portent sur ces perspectives de développement.

Une analyse de la capacité financière des localités en question (relative aux coûts d'investissement et de maintenance des infrastructures d'eau) sera effectuée dans un

deuxième temps, une fois chiffrés les investissements en infrastructure, et l'entretien, nécessaires.

**Carte 1 : Localisation des sept petites communautés de la Côte-Nord**



## **1. REVUE DE LA LITTÉRATURE**

### **1.1 Problématique du développement sur la Côte-Nord**

Il existe très peu de documents portant sur le développement économique des petites communautés de la Côte-Nord. Outre le rapport récent de Côté et Proulx (2002), qui porte sur les régions périphériques du Québec dans leur ensemble, et celui de Shearmur et Polèse (2002), portant sur les régions périphériques du Canada, la plupart des documents traitant de l'économie de la Côte-Nord sont de nature statistique : ce sont des recueils de chiffres forts instructifs mais qui sont rarement détaillés à un niveau plus fin que la municipalité régionale de comté (MRC), et qui portent le plus souvent sur la Côte-Nord dans son ensemble (Québec, 1999; Québec, 2002; CDR Côte-Nord, 1999; DEC, 2003). Ce type de publication fournit des renseignements complets mais qui sont parfois d'utilisation difficile car ces publications ne sont pas accompagnées d'une analyse et leur comparabilité avec d'autres sources de données est difficile à établir.

Or, comme nous le montrerons par la suite, des informations portant sur la Côte-Nord dans son ensemble, bien qu'utiles à des fins contextuelles, n'ont souvent rien à voir avec la situation des petites communautés, et encore moins des petites communautés très éloignées en Minganie et sur la Basse-Côte-Nord. Nous reviendrons à ces constats dans la partie suivante, mais nous nous concentrons dans cette partie sur les quelques textes et sources traitant plus spécifiquement des communautés à l'étude.

En 1979 une mission dirigée par David Payne (Payne, 1979) fit le tour des communautés de la Basse-Côte-Nord. Malgré le quart de siècle qui s'est écoulé depuis, ce document reste un des seuls qui analyse de manière spécifique la problématique socioéconomique des petites communautés de la Côte-Nord. Certains constats méritent d'être cités. Selon Payne, « sur la Basse-Côte-Nord, toute approche sectorielle est vouée à l'échec parce que les problèmes sont trop étroitement liés » (p. 2). Autrement dit, dans ces petites communautés il serait illusoire (par exemple) d'analyser l'économie ou la démographie d'un côté, et les infrastructures de l'autre. Une économie a besoin d'infrastructures, et les infrastructures ne peuvent être amorties que par des revenus économiques : « le groupe de travail [de Payne] insiste sur la notion de développement régional intégré car, sur la Basse-Côte-Nord, les problèmes doivent être attaqués globalement et non pas individuellement ».

Cependant, Payne (1979) note plusieurs choses : la très forte dépendance de la Basse-Côte-Nord envers l'industrie de la pêche (en particulier celle de la morue – p. 28), les problèmes de braconnage (p. 35) et, surtout, la fermeture de certaines localités dans les

dix années précédent le rapport, comme Wolf Bay et Musquano (p. 22). Il note qu'il existe un potentiel touristique (p. 43), mais que tout reste à faire pour l'exploiter.

En gros, même si certaines choses ont évolué, les informations recueillies aujourd'hui ne sont pas très différentes de celles recueillies par la mission de 1979. Le type de problèmes auxquels font face les communautés isolées de la Côte-Nord n'est pas fondamentalement différent aujourd'hui. C'est l'isolement, la précarité économique due à la dépendance envers un secteur restreint, et la faible densité de population qui limitent les perspectives de ces endroits.

Par contre, comme le fait remarquer Breton (1990) lorsqu'il écrit sur Rivière-Saint-Paul, l'économie au sein des villages a beaucoup évolué, et ce en lien avec la marché international : par exemple, le marché du crabe s'est développé durant les années 1980 pour répondre à la demande japonaise ; la remise à niveau de la flotte de bateaux de pêche a permis – jusqu'à l'effondrement des stocks (Québec, 2000) – une augmentation de la pêche ; la vente de poisson frais aux comptoirs des villages s'est faite de plus en plus fréquente et ainsi de suite. Ces changements économiques furent accompagnés de changements sociaux, comme la réduction de la transhumance (il était commun de passer l'été sur la côte et l'hiver dans les terres), la migration saisonnière des jeunes vers les mines de la Moyenne-Côte-Nord (phénomène qui se développe plus tôt, au courant des années 1960), l'augmentation du soutien aux familles par l'État, et le vieillissement marqué de la population (Breton, 1990).

Un rapport récent sur la situation de l'industrie de la transformation du poisson (Québec, 2000) souligne que le seul moyen pour cette industrie de survivre est une rationalisation qui va au-delà des changements déjà décrits : en particulier « il est possible que certaines usines ferment à la suite de la restructuration de l'industrie. Toutefois, si cette industrie tarde trop à se moderniser, les résultats peuvent être encore plus catastrophiques » (p. 11). Les problèmes les plus marqués sont pour « les entreprises... très éloignées des canaux de distribution et des marchés visés. Cette situation entraîne des coûts de transport élevés (ex : Harrington Harbour) » (p. 11). Qui plus est, après le moratoire sur la morue, ce sont d'autres espèces – comme le crabe (Black, 2003) – qui disparaissent, touchant fortement les villages comme Vieux-Fort et Rivière-Saint-Paul, dont les crabiers sont assujettis à des moratoires.

Bien que la situation diffère dans ses détails de localité en localité, dans son ensemble elle est commune à toutes les localités de la Basse-Côte-Nord (Hull, 1998). Même Harrington Harbour<sup>1</sup>, parfois mis en avant comme un exemple de succès à cause de la

---

<sup>1</sup> L'usine de Rivière-Saint-Paul est aussi mentionnée par Julien et Brunelle (2000) comme étant éloignée des marchés et ayant des coûts de transport élevés.

présence de la coopérative du Lower Shore Community Seafood, est cité en exemple dans le rapport sur la transformation du poisson comme une usine marginale de par son éloignement : cette usine doit essayer de transformer des espèces de moins en moins profitables – comme le crabe araignée – afin d’assurer sa survie (Communes, 2002).

La situation de Baie-Johan-Beetz ne diffère pas fondamentalement en ce qui concerne le poisson. Par contre, à la différence des cinq communautés de la Basse Côte-Nord qui sont anglophones, Baie-Johan-Beetz (et Rivière-Pentecôte) sont francophones. Cette distinction culturelle remonte à l’histoire de la Basse-Côte-Nord dont les bancs de poissons furent exploités par les pêcheurs de Terre-Neuve durant le dix-neuvième siècle. Vers la fin de ce siècle des Terre-Neuviens s’y sont installés, faisant en sorte que la Basse-Côte-Nord est principalement anglophone, avec aussi une forte présence d’autochtones.

Du point de vue économique, la principale distinction qui peut être faite est la présence de la route 138. Cette route n’a pas eu pour effet de dynamiser Baie-Johan-Beetz : on a même fait remarquer dans des débats parlementaires que l’école n’y accueille plus que six élèves, et que des subventions importantes seraient nécessaires afin d’éviter la fermeture de l’école et donc le départ des principales familles du village (Commission, 2002). De plus, la route 138 a eu tendance à drainer le commerce vers Havre-Saint-Pierre (situé à 70 km vers l’ouest).

Par contre, l’arrière-pays de la Minganie est très peu exploré, et il existe des projets de construction d’une voie pour l’ouvrir (Québec, 2001; MRC Minganie, 2004). Ceci est peut-être la seule réelle possibilité de développement pour Baie-Johan-Beetz, mais il faut la relativiser : le potentiel minier n’est pas encore connu, les emplois n’iraient pas nécessairement aux habitants de Baie-Johan-Beetz, et ce projet reste tout à fait théorique pour l’instant.

D’un point de vue économique, Rivière-Pentecôte est de nature différente des six autres communautés, bien qu’elle soit aussi touchée par l’effondrement des pêches. En effet, la municipalité vient de fusionner avec Port-Cartier (Québec, 2002b). Malgré la distance qui la sépare de Port-Cartier (environ 30 km), cette fusion reflète une réalité : certains habitants de Rivière-Pentecôte travaillent pour les sociétés minières de Port-Cartier. La transformation du bois est aussi une industrie importante pour Rivière-Pentecôte : la scierie Norbois, qui avait fermé en 2001, a rouvert ses portes vers la fin 2003, et ce malgré les problèmes importants causés par la surtaxe américaine sur le bois (DRHC, 2002). La présence à Rivière-Pentecôte d’une plage et de quelques résidences secondaires en fait un lieu de villégiature pour certaines personnes de Sept-Îles, Port-Cartier et Baie-Comeau. Bien sûr, il est important de ne pas exagérer : Rivière-

Pentecôte reste une localité où le restaurant et la magasin général sont fermés. Mais la proximité de Port Cartier et l'implication de sa population dans l'économie principale de la Côte-Nord – c'est-à-dire les mines et le bois – font que les dynamiques y sont différentes. Cependant, cette proximité n'entraîne pas que des conséquences positives pour la localité : il est aisé d'en partir, et la localité est en compétition directe avec les plus grandes localités environnantes.

En somme, le portrait des sept localités qui ressort de la littérature consultée est celui d'une crise de longue durée liée à l'inadaptation de leur structure économique aux réalités d'aujourd'hui. Comme le font remarquer Duhaime et Godemère (2002) dans une étude plus générale portant sur les communautés isolées au Québec :

[...] l'exploitation suit des modèles qui se perpétuent, comme la pêche côtière ou le piégeage. Ces structures assuraient autrefois la prospérité relative des agglomérations. La pêche côtière fondait une prospérité certaine dans les régions du golfe du Saint-Laurent pour les décennies précédentes; mais l'industrialisation massive de la pêche et la mondialisation des marchés du poisson ont marginalisé cette exploitation [...] Ainsi, pour pallier un tant soit peu les difficultés économiques et sociales que vivent ces agglomérations à économie déclinante, celles-ci doivent compter sur des subventions gouvernementales (p. 348).

Ces auteurs décrivent aussi une situation semblable à celle de Port-Cartier, et dont profite indirectement Rivière-Pentecôte :

[...] d'autres aires sont fondées sur l'exploitation à grande échelle des ressources. Certaines reposent sur une grande compagnie d'extraction, à la source de toute l'activité économique [...] Tant que dure la mine, dure aussi la ville ; si la mine en vient à s'épuiser, la main-d'œuvre migre, et la ville disparaît (p. 348).

Port-Cartier est très dépendant de quelques gros employeurs, eux-mêmes dépendants de la bonne tenue des marchés de ressources internationaux et de la pérennité des ressources. Rivière-Pentecôte, dont l'économie locale repose principalement sur une scierie, reflète cette réalité à une plus petite échelle.

## **1.2 Et les solutions de rechange ?**

Les gouvernements et les acteurs locaux explorent des solutions de rechange au type d'économie décrit ci-dessus. Ces options se retrouvent dans des documents comme le « Plan de développement stratégique de la Côte-Nord » (CDR, 1999), et « La Côte-Nord : un maillon essentiel de notre économie » (Québec, 2001). On y prône le développement de la deuxième et de la troisième transformation, la mise en valeur de nouvelles ressources, l'exploration de territoires peu exploités, et l'essor du tourisme.

Certaines de ces approches pourraient avoir des répercussions dans les grands centres de la Côte-Nord tels que Sept-Îles ou Baie-Comeau, bien que Polèse et Shearmur (2002) décrivent toute la difficulté à attirer des emplois manufacturiers vers des régions éloignées. Cependant, ces auteurs insistent sur le fait que des stratégies de niche et de modernisation – semblables à celles prônées par Julien et Brunelle (2000) dans l'industrie du poisson – sont un des seuls moyens pour assurer la survie économique de ces régions, même si cette survie risque d'être à un taux d'emploi inférieur à celui qu'on y trouve actuellement. Mais ces stratégies, qui dépendent d'une rationalisation, d'une hausse de productivité et d'économies d'agglomérations, reposent sur des moyens de transport accessibles à des coûts qui ne sont pas prohibitifs, et sur une main-d'œuvre disponible et relativement variée.

Les petites localités dont nous parlons dans ce rapport n'ont pas la densité de main-d'œuvre ni l'accessibilité pour bénéficier du type de stratégie proposé. Même Rivière-Pentecôte, qui est bien plus accessible que les six autres localités, est une localité trop petite pour assurer son propre développement. La réouverture de Norbois est certes une très bonne chose, mais cette scierie ne saurait à elle seule assurer une base économique stable et pérenne.

Une des rares possibilités pour le développement des localités étudiées dans ce rapport est le tourisme. Le potentiel touristique de la Basse-Côte-Nord est reconnu (Jones, 1992 ; ministère des Régions, 2001), et on y fait souvent référence dans les documents sur le développement de la Côte-Nord. Mais comme le fait remarquer Hull (1998), « too often economic benefits of ecotourism are exaggerated ». Le tourisme d'aventure ou spécialisé – le seul qui soit sérieusement envisageable dans les communautés isolées de la Basse-Côte-Nord – ne risque de générer que des revenus modestes. De plus, un problème important est que la majorité de ces revenus ne parviendrait pas aux communautés elles-mêmes, mais plutôt aux organisateurs et aux transporteurs (Hull, 1998). Cependant, un potentiel existe, et ce potentiel modeste pourrait être exploité : mais ce potentiel repose aussi sur des infrastructures d'accueil adéquats (Jones, 1992 ; Jay-Rayon, 1992).

Un potentiel plus important existe dans la zone de Vieux-Fort et de Rivière-Saint-Paul pour deux raisons. D'une part, il y existe d'intéressants vestiges archéologiques et d'histoire plus récente (Jones, 1992). D'autre part, ces vestiges peuvent assez facilement s'intégrer au « Viking Trail » développé le long de la côte ouest de Terre-Neuve, et qui se prolonge maintenant le long de la côte est du Labrador (Québec, 2001 ; Johnson, 2002). Ce potentiel reste inexploité pour l'instant au Québec. Un de problèmes identifiés par Polèse et Shearmur (2002) est la différence importante entre les règlements administratifs québécois (par exemple, les règles entourant la construction,

le salaire minimum) et terre-neuviens : l'entrepreneurship – de toute manière très difficile dans ces régions éloignées – est entravé par la non-adéquation des règles québécoises qui sont mieux adaptés au centre du Québec qu'à ses régions périphériques.

Ici aussi, Rivière-Pentecôte se trouve dans une situation différente : elle peut essayer de développer son attrait touristique plus local, et profiter des voyageurs de passage.

Finalement, une des limites importantes du tourisme est sa saisonnalité : même si, en hiver, une deuxième saison de motoneige peut être exploitée, celle-ci est plus spécialisée et restrictive que la saison estivale.

En somme, il existe peu de solutions de rechange de développement pour les localités à l'étude. Les stratégies qui sont développées pour la Côte-Nord dans son ensemble ne sont pas, en général, adaptées aux très petites localités isolées. De telles localités, qui ont du mal à adapter leurs structures aux nouvelles données de l'économie mondialisée et de l'économie du savoir, font face au même problème partout. Isaksen (2002), Persson (2002), Kangasharju (2002) et Bryden (2002) – qui font respectivement un survol du développement des régions éloignées en Norvège, en Suède, en Finlande et en Écosse, en arrivent à ce constat, qui est aussi sous-jacent au titre même du recueil « Coping Strategies in the North » (Aarsaether et Baerenholdt, 1998) : on ne parle pas de développement dans le Nord, mais de survie ou de débrouillardise.

## 2. CONTEXTE GÉNÉRAL

Nous avons cité plusieurs ouvrages qui décrivent un contexte semblable à celui vécu sur la Côte-Nord, mais pour d'autres régions.

Dans cette section nous présenterons certaines données portant sur les tendances générales de croissance de population et d'emploi au Canada. Ce contexte général est important, car il permet de mieux situer les conclusions plutôt pessimistes des auteurs cités précédemment : en effet, c'est bien le caractère général des tendances observées sur la Côte-Nord qui nous mène à conclure que les perspectives de développement y sont limitées. Cela ne veut pas dire qu'un autre boom des ressources ne pourrait pas avoir lieu : mais cela veut dire qu'à notre avis l'économie de la Côte-Nord, et en particulier celle des petites localités à l'étude, sera toujours tributaire des ressources et de la mer, et donc sujette aux aléas – non seulement de l'extraction de ressources, mais aussi des marchés mondiaux et des nouvelles sources d'approvisionnement qui sont en compétition.

Des données qui permettent de situer les régions de la Côte-Nord dans les contextes québécois et canadien sont présentées dans les sections qui suivent. Ces données sont particulièrement révélatrices car elles permettent une comparaison à diverses échelles géographiques sur une période de 30 années. Autrement dit, elles permettent de séparer des tendances locales et conjoncturelles de tendances plus lourdes et à long terme.

Les données canadiennes et québécoises sont classées par « région type », c'est-à-dire par taille urbaine et par niveau d'urbanisation. Sept régions types sont présentées : les grandes métropoles de plus de 1 000 000 d'habitants (AM1), les métropoles de 500 000 à 1 000 000 d'habitants (AM2), les agglomérations de 50 000 à 500 000 habitants (AxG), les agglomérations de 10 000 à 50 000 habitants (AxP), et les régions rurales Rx. De plus, les agglomérations et régions rurales sont classés selon la proximité d'une grande agglomération (le « x » est remplacé soit par C pour central, soit par P pour périphérique).

Les tendances de population sont très claires : au Canada comme au Québec la population totale croît dans toutes les régions à l'intérieur et autour des grandes métropoles, mais stagne (Canada) et décroît (Québec) dans toutes les régions éloignées des grandes métropoles (Figure 1). Les régions périphériques rurales québécoises (dans lesquelles se situent nos sept localités) ont connu une décroissance continue depuis 1981.

## 2.1 Évolution de la population totale, 1971-2001

Figure 1

Fig. 1a: Évolution de la population par région type au Canada, 1971-2001

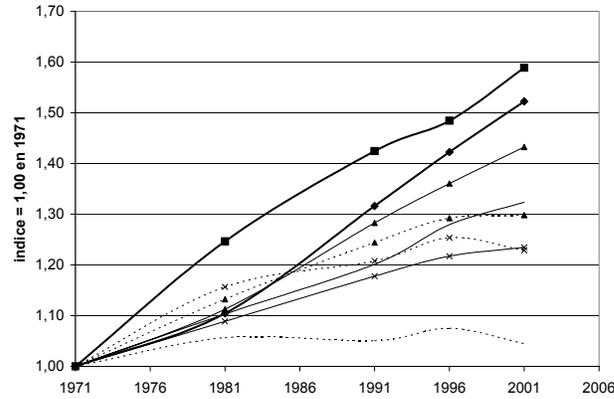
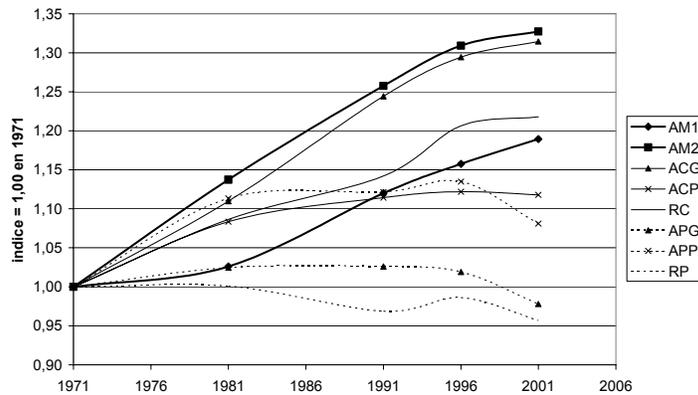
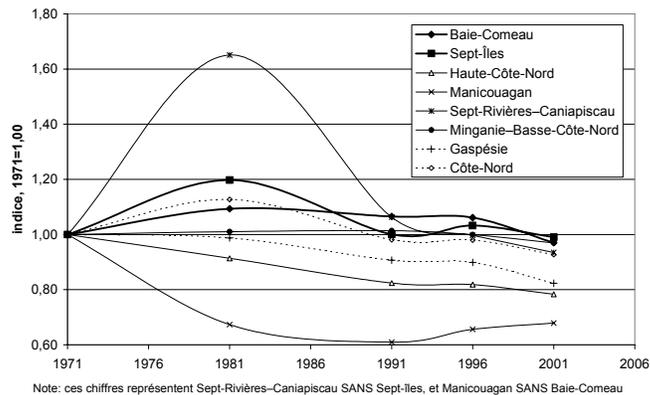


Fig. 1b: Évolution de la population par région type au Québec, 1971-2001



Note : pour des raisons de définition des RMR, et parce que la majeure partie de la RMR Ottawa-Gatineau est en Ontario, Gatineau n'est pas incluse dans la catégorie ACG.

Fig. 1c: Population, Côte-Nord 1971-2001



Note: ces chiffres représentent Sept-Rivières-Caniapiscou SANS Sept-Îles, et Manicouagan SANS Baie-Comeau

Sur la Côte-Nord on voit une période de forte croissance dans Sept-Rivières-Caniapiscou et à Sept-Îles durant les années 1970, suivie d'un déclin durant les années

1980 et 1990. Dans les autres régions on constate soit une stagnation de 1971 à 1996, suivie de l'amorce d'un déclin entre 1996 et 2001, soit un déclin depuis 1971 au Manicouagan et sur la Haute-Côte-Nord. La population de Minganie–Basse-Côte-Nord (Minganie–BCN), dans laquelle se trouvent six de nos sept localités, est restée stable jusqu'en 1996, et a ensuite décliné.

La relative stabilité de la population sur la Côte-Nord depuis 1981 représente un déclin relatif important compte tenu de la croissance de la population dans les régions centrales du Québec et du Canada.

Les tendances de progression de l'emploi sont plus complexes et d'interprétation plus ardue que celles de la population (Figure 2). Ceci est en grande partie attribuable au fait qu'à long terme elles reflètent deux phénomènes distincts : d'une part, elles reflètent la santé économique et le développement de chaque région. Mais d'autre part, et surtout entre 1971 et 1991, elles représentent aussi le degré de féminisation de la main-d'œuvre. Or, en 1971, c'est dans les régions les plus éloignées que la main d'œuvre était la moins féminisée, au Canada comme au Québec (Shearmur et Polèse, 2001) : donc, on peut s'attendre à ce que cette tendance sociale dope la croissance d'emploi de manière plus marquée en région périphérique qu'en région centrale.

On constate que les tendances sont en gros semblables au Québec et au Canada. Ce sont les métropoles de taille plus modeste qui croissent le plus rapidement. Les plus grandes métropoles croissent, mais plus lentement – surtout Montréal. Au Québec plus qu'au Canada les petites villes périphériques ont crû rapidement durant les années 1970, mais leur croissance a ralenti puis stagné au cours des années 1990. On voit partout une reprise de la croissance d'emploi entre 1996 et 2001 – reprise plus marquée dans les grandes agglomérations périphériques ainsi que dans les régions périphériques rurales au Québec et au Canada. Mais cette embellie ne pourrait être qu'un rattrapage, car ces mêmes régions ont crû plus lentement que leurs équivalents canadiens entre 1981 et 1996.

Sur la Côte-Nord, toutes les régions sauf la Minganie–BCN ont connu des taux de croissance d'emploi bien inférieurs à ceux des régions semblables au Québec et au Canada, surtout depuis le début des années 1980. On constate d'ailleurs un recul de l'emploi depuis le début des années 1990, sauf en Minganie–BCN et à Manicouagan (mais cette dernière région a été particulièrement marquée par des pertes d'emploi entre 1971 et 1991). Autrement dit, ce n'est que dans une seule région de la Côte-Nord–Minganie–BCN, qui représente 10 % des emplois de la Côte-Nord – que l'on enregistre une progression de l'emploi assez stable et comparable au reste du Québec et du Canada. La légère reprise d'emploi en Minganie-BCN est attribuable à sa forte dépendance sur les emplois du secteur public : plus de 37 % des emplois s'y trouvent en

2001 (Figure 5c). Compte tenu du petit nombre d'emplois dans cette région, l'augmentation de l'emploi dans ce secteur peut modifier la tendance régionale à la hausse.

## 2.2 Évolution de l'emploi total, 1971-2001

Figure 2

Fig. 2a: Évolution de l'emploi par région type au Canada, 1971-2001

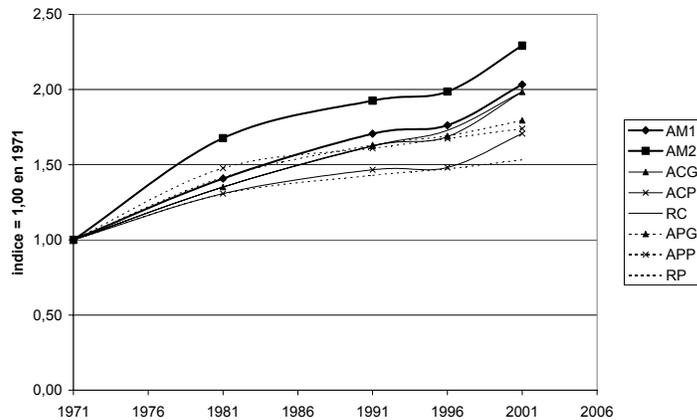


Fig. 2b: Évolution de l'emploi par région type au Québec, 1971-2001

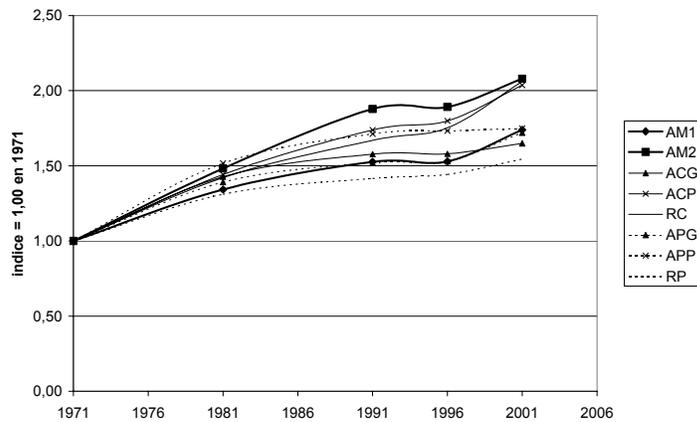
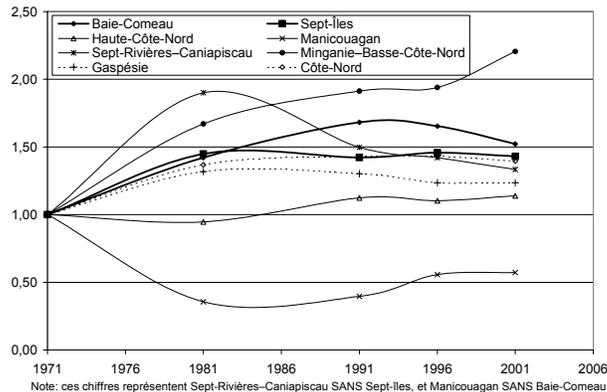


Fig. 2c: Emplois, Côte-Nord, 1971-2001



### 2.3 Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, 1971-2001

Figure 3

Fig. 3a: Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, Canada, 1971-2001

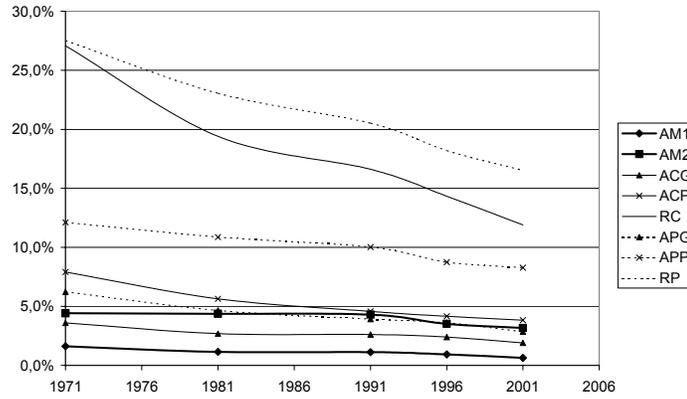


Fig. 3b: Pourcentage de l'emploi total dans le secteur primaire, Québec, 1971-2001

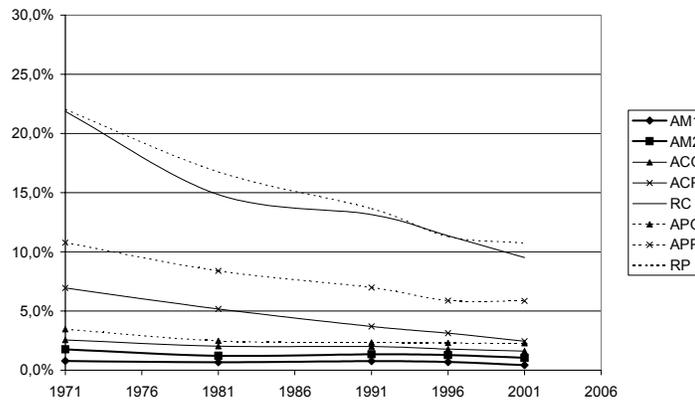
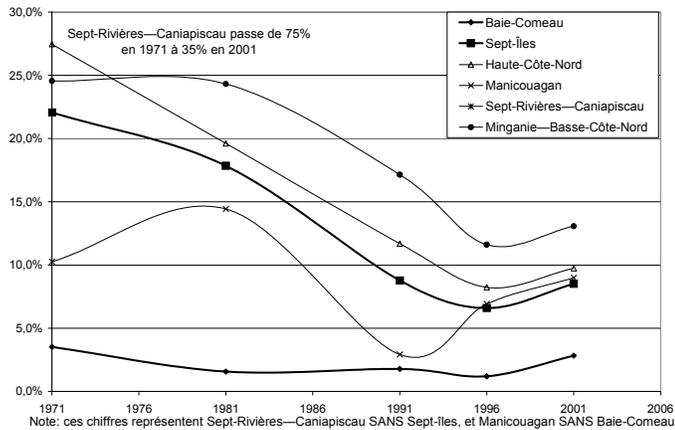


Fig. 3c: Pourcentage des emplois dans le primaire, Côte-Nord, 1971-2001



La Figure 3 illustre la dépendance de chaque région et le type de région (en termes d'emploi) envers les secteurs primaires. On constate que l'économie canadienne dans son ensemble repose de moins en moins sur les emplois du secteur primaire. Ceci est dû à deux phénomènes : d'une part certaines limites d'exploitation des ressources ont été atteintes, et dans certains endroits la production (par exemple de bois, de poisson) stagne ou décline. Mais d'autre part, on y note des hausses importantes de productivité qui font qu'à production égale ou supérieure moins d'emplois sont nécessaires pour l'exploitation d'une ressource donnée. Ceci a durement touché l'ensemble des régions périphériques (mais aussi les régions rurales plus proches des métropoles) au Canada, au Québec, et sur la Côte-Nord. Ce sont ces régions qui, en 1971, avaient des structures d'emploi largement tournées vers l'exploitation des ressources. En 2001, ces régions restent très dépendantes de ce secteur alors que les régions centrales et les agglomérations de grande taille ont des structures d'emploi beaucoup plus diversifiées.

Sur la Côte-Nord, on constate un déclin généralisé du poids des secteurs primaires dans la structure d'emploi locale, mais à la différence des tendances québécoises et canadiennes, ce secteur a repris un peu de poids entre 1996 et 2001, et ce sur l'ensemble du territoire (sauf dans Sept-Rivières–Canapistascau). Ce regain est attribuable à une modeste mais réelle croissance d'emploi dans le secteur – mais il est trop tôt pour dire si ceci représente un rebond suite à la conjoncture très difficile du début des années 1990 ou une tendance à long terme. Cependant, ceci ne représente pas une diversification de l'économie, et l'ensemble de la Côte-Nord reste très exposé aux aléas des marchés mondiaux de ressources.

## 2.4 Pourcentage de l'emploi dans la 1re et la 2e transformation, 1971-2001

Figure 4

Fig. 4a: Pourcentage de l'emploi total dans le secteur manufacturier de première et de deuxième transformation, Canada, 1971-2001

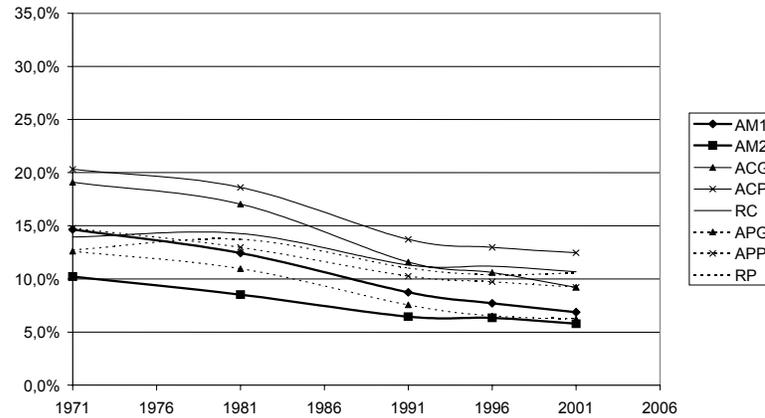


Fig. 4b: Pourcentage de l'emploi total dans le secteur manufacturier de première et de deuxième transformation, Québec, 1971-2001

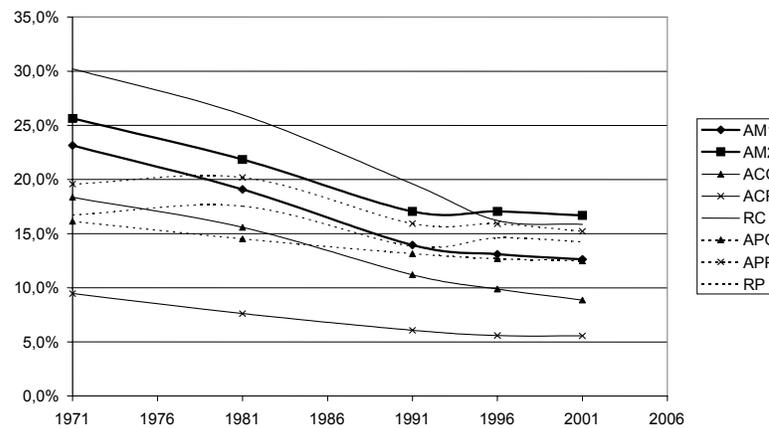
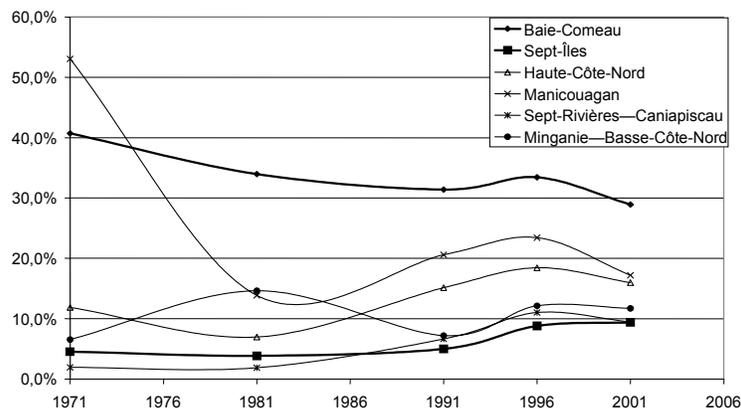


Fig. 4c: Pourcentage des emplois dans la première et la deuxième transformation, Côte-Nord, 1971-2001



Note : ces chiffres représentent Sept-Rivières—Caniapiscau SANS Sept-Îles, et Manicouagan SANS Baie-Comeau

À la Figure 4, nous représentons la part de l'emploi total de chaque région qui est classée dans les secteurs de première et de deuxième transformation. Compte tenu que ces secteurs représentent, en 2001, 7100 des 7500 emplois manufacturiers de la région (ils en représentaient 8250 des 8550 en 1996), il ne nous paraît pas opportun d'analyser les industries manufacturières de secteurs moins traditionnels car, pour l'instant du moins, la diversification de la base manufacturière sur la Côte-Nord n'a lieu que de manière extrêmement marginale.

Au Canada comme au Québec le poids de ces secteurs diminue depuis 1971. Mais il faut noter que ces secteurs ont un poids plus important au Québec que dans le reste du Canada, et encore plus important encore sur la Côte-Nord. Les tendances sur la Côte-Nord sont d'ailleurs contraires à celles observées dans le reste du pays car le poids des secteurs manufacturiers traditionnels y augmente, sauf entre 1996 et 2001. Cette augmentation compense donc en partie la baisse de l'emploi dans les secteurs primaires, mais ne signifie pas une restructuration importante de l'économie : la plupart des emplois manufacturiers sont liés de très près à l'économie des ressources.

## 2.5 Pourcentage de l'emploi dans les secteurs publics, 1971-2001

Figure 5

Fig. 5a: Pourcentage de l'emploi total dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Canada, 1971-2001

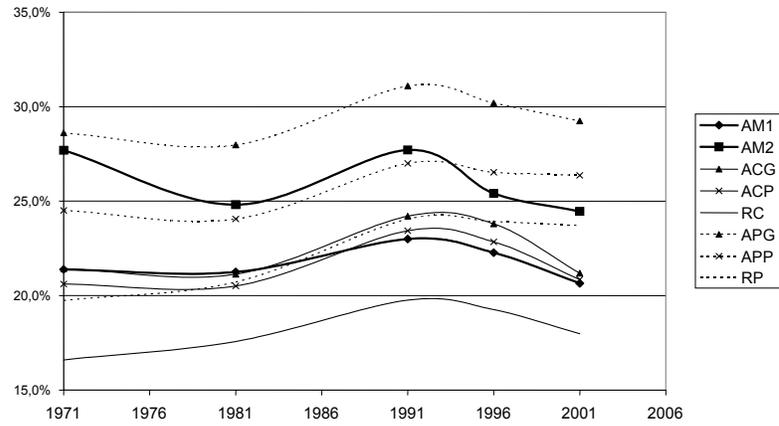


Fig. 5b: Pourcentage de l'emploi total dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Québec, 1971-2001

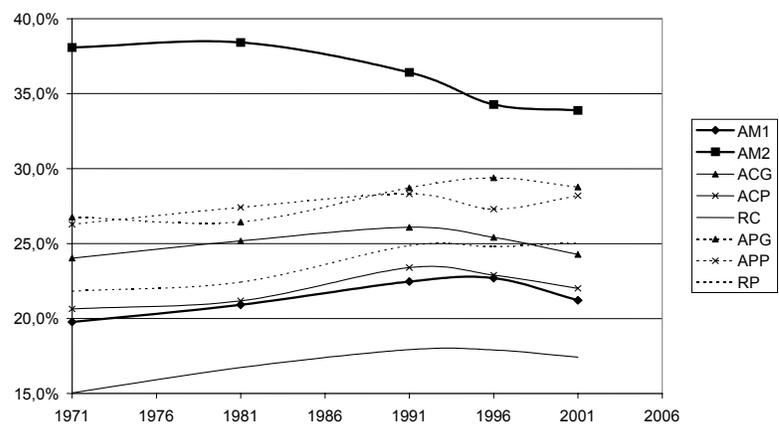
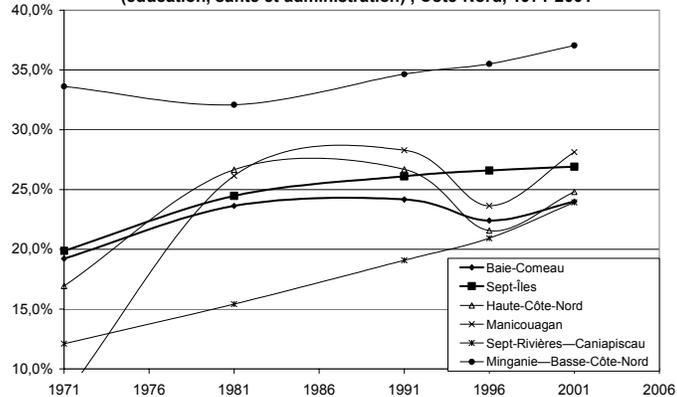


Fig. 5c: Pourcentage des emplois dans les secteurs publics (éducation, santé et administration), Côte-Nord, 1971-2001



Note: ces chiffres représentent Sept-Rivières—Caniapiscou SANS Sept-Îles, et Manicouagan SANS Baie-Comeau

Le pourcentage de l'emploi dans les services publics au Canada s'est stabilisé depuis 1981 (Figure 5) : en effet, après une nette augmentation au cours des années 1980, un repli a eu lieu pendant les années 1990. On constate tout de même que ce sont les agglomérations en périphérie qui sont les plus dépendantes de ce type d'emploi, et que les régions non urbanisées en périphérie sont beaucoup plus dépendantes de ce type d'emploi que les régions comparables proches des grandes métropoles.

Mise à part la forte dépendance de la RMR de Québec sur ce type d'emploi, les tendances spatiales et temporelles sont assez semblables au Québec et dans le Canada dans son ensemble, sauf que le repli au cours des années 1990 est moins net au Québec.

Les tendances sur la Côte-Nord sont très différentes : il y a une augmentation continue de la part du secteur public dans la structure d'emploi de la région, et ce dans l'ensemble des sous-régions. Plus particulièrement, la Minganie-BCN – région dans laquelle se retrouvent six de nos sept localités – paraît être fortement dépendante du secteur d'État. En 2001, près de 37 % de tous les emplois qui s'y trouvent sont dans ce secteur.

## **2.6 Discussion du contexte général**

En fait, si l'on agrège les trois figures portant sur la structure économique (Figures 3, 4 et 5), on constate que plus de 62 % de tous les emplois en Minganie-BCN sont dans l'un des trois secteurs – primaire, manufacturier traditionnel ou secteur public. Seule la partie rurale de Sept-Rivières-Caniapiscau la dépasse (68 %), les autres régions de la Côte-Nord ayant moins de 55 % de leurs emplois dans ces trois secteurs. En moyenne les régions périphériques québécoises sont dépendantes à hauteur de 50 % de ces secteurs : la Côte-Nord est donc plus dépendante que les régions comparables au Québec sur ce triumvirat, qui sont elles mêmes plus dépendantes de ces trois secteurs que les autres régions types québécoises (sauf la ville de Québec, qui en dépend à hauteur de 51 %).

Cette dépendance très marquée envers des secteurs peu dynamiques ou sujets à des aléas extérieurs importants n'est pas un gage de développement économique endogène pour l'avenir. Au contraire, il semblerait que ce soit le secteur public qui comble en partie le repli des secteurs marchands de la Côte-Nord, et en particulier en Minganie-BCN.

La situation de la Côte-Nord n'est pas fondamentalement différente de celle de la plupart des autres régions périphériques au Canada, et celle de ses régions rurales périphériques ressemble en gros à celle des autres régions éloignées canadiennes. Ces

régions sont en stagnation ou en déclin démographique, et la croissance d'emploi y est souvent attribuable à la croissance du secteur public. Des exceptions notables existent cependant en Alberta (emplois liés au pétrole) et dans certaines parties du Canada atlantique accessibles aux marchés des États-Unis (emplois manufacturiers et de services sous-traités au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse – voir Polèse et Shearmur, 2002).

Les régions rurales de la Côte-Nord semblent particulièrement dépendantes des trois secteurs analysés ci-dessus, et sont donc moins diversifiées que la moyenne des régions semblables au Québec et au Canada. La Minganie-BCN est la région la plus dépendante de ces trois secteurs parmi celles analysées sur la Côte-Nord.



### **3. PROFIL DES LOCALITÉS À L'ÉTUDE**

Bien que les sept localités à l'étude soient toutes distinctes, il est très important de situer leur profil socioéconomique dans le contexte plus large décrit précédemment : en effet, des évolutions structurelles importantes de l'économie (hausse de productivité, nouvelles sources de matières premières et d'autres ressources, mondialisation, changements de structure économique) font que la plupart des régions éloignées – régions dont l'existence et la survie économique dépendent souvent de manières de faire plus traditionnelles – font face à des situations économiques préoccupantes. Cette réalité en est une à laquelle doivent faire face toutes les communautés semblables dans le monde occidental, et bien qu'il existe certains exemples de reconversions apparemment réussies, elles sont rares et très souvent attribuables à de la chance ou à un individu en particulier. Autrement dit, ce sont des exemples qui ne sont pas généralisables à des fins de politique publique ou de développement.

Dans la section qui suit, un bref paragraphe décrira d'abord les caractéristiques de chaque localité en matière de localisation, et les faits saillants la concernant recueillis lors de discussions avec des intervenants à Sept-Îles, de discussions avec d'autres chercheurs, et de visites de terrain. Compte tenu de la nature de ce rapport, ces descriptions ne sont pas exhaustives. Suite à ces descriptions spécifiques, des séries de statistiques socioéconomiques qui permettront de voir plus en détail la situation précise des localités à l'étude seront présentées. Cependant, de tels chiffres ne sont disponibles que pour la municipalité : certaines localités, qui sont intégrées à des municipalités plus grandes, ne pourront être analysées de manière individuelle. Compte tenu du très petit nombre d'habitants dans les municipalités en question, aucune progression temporelle (sauf celle de la population totale) ne sera présentée, car les erreurs causées par l'arrondissement des chiffres dissimuleraient toute tendance.

#### **3.1 Les sept localités**

**Rivière-Pentecôte** : Rivière-Pentecôte est située à environ 30 km au sud-ouest de Port-Cartier sur la route 138, et vient de fusionner avec cette plus grande municipalité. C'est un village d'environ 600 habitants. Le principal employeur local est la scierie Norbois, qui a été rouverte en automne 2003 après une fermeture de plus d'un an : cette scierie emploie près de 50 personnes à l'heure actuelle. Mise à part une activité de pêche très réduite, les employés vivant à Rivière-Pentecôte ont un emploi à Port-Cartier. La boutique principale ainsi que le restaurant du village (situé sur la route 138) ont fermé suite à la première fermeture de Norbois, et ne sont pas actuellement ouverts. On y trouve un dépanneur (sur la route 138). Le village a aussi un camping et une plage qui favorisent le tourisme, principalement local, en été.

**Baie-Johan-Beetz** : Baie-Johan-Beetz, village d'environ 80 personnes, est situé sur la route 138 à environ 70 km à l'est de Havre-Saint-Pierre. Ce village, isolé jusqu'au milieu des années 1990, est maintenant connecté au réseau routier. Cependant, cette connexion, qui en facilite l'accès, en facilite aussi les départs. Notamment, les achats peuvent plus facilement se faire à Havre-Saint-Pierre, et le dépanneur a fermé ses portes récemment. Un motel qui y a été construit a même été déménagé en banlieue de Sept-Îles. Les activités économiques y sont rares : sans activité de pêche, ce village exploite quelques pourvoiries en été. Il ne resterait plus que six enfants dans son école.

**Harrington Harbour** : Harrington Harbour, malgré les problèmes d'éloignement, est un exemple de réussite relative. Ce village d'environ 300 personnes, qui fait partie de la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent (CNGSL), a su maintenir une activité de pêche et possède un employeur important qui est la coopérative du Lower Shore Community Seafood. C'est un point de chute pour les pêcheurs d'autres localités de la Basse-Côte-Nord. Avec la notoriété récente attribuable au film *La Grande Séduction*, un certain potentiel touristique pourrait y être développé – mais les grandes distances à parcourir pour y arriver et les capacités d'accueil limitées entraveront cependant cette avenue de développement. Il n'existe aucun lien terrestre entre Harrington Harbour et les communautés voisines. L'accès s'y fait par bateau, par hélicoptère et par motoneige.

**Aylmer Sound** : Aylmer Sound est une très petite localité où ne vivent aujourd'hui qu'environ 20 personnes. Il serait même question de fermer cette localité et de transférer ses habitants dans d'autres villages de la Basse-Côte-Nord (reportage 7-iles.ca, 28/1/2004). Ce village fait partie, comme Harrington Harbour, de la municipalité de CNGSL. Bien que situé très proche de Chevery (chef-lieu de CNGSL), ce village n'est accessible qu'en bateau (en été) : cependant, l'eau n'y est pas assez profonde pour recevoir des bateaux autres que ceux à très faible tirant d'eau. Il n'existe aucun lien terrestre entre Aylmer et les communautés voisines. L'accès s'y fait par bateau, par hélicoptère et par motoneige.

**Mutton-Bay** : Mutton-Bay (ou la Baie-des-Moutons) est un village anglophone relié par route à La Tabatière (environ 15 km). On y trouve beaucoup de maisons vides : en effet, La Tabatière agit comme « lieu central » local, et Mutton Bay tend à se vider alors que La Tabatière se maintient un peu mieux. Mutton Bay et La Tabatière sont les deux localités qui constituent la municipalité de Gros-Mécatina : Mutton Bay comprend environ le quart des 575 personnes qui y vivent, soit autour de 150 personnes. Mutton-Bay est lié par voie terrestre (route non déneigée en hiver) à la Tabatière, qui est située à

20 km à l'est. Il n'existe cependant aucun lien terrestre entre La Tabatière et le reste de la Basse-Côte-Nord.

**Vieux-Fort :** Ce village d'environ 300 personnes fait partie de la municipalité de Bonne-Espérance, dont fait aussi partie Rivière-Saint-Paul. Ces deux localités sont d'ailleurs reliées par une route, et sont accessibles par voie routière depuis Blanc-Sablon. Ce village dépend de Rivière-Saint-Paul, et les mêmes tendances qu'à Mutton Bay et Aylmer peuvent y être observées : au niveau local, le plus grand village joue un effet de « place centrale », et ceci tend à faire périlcliter le village dépendant. Une usine de poisson qui était à Vieux-Fort jusqu'en 1999 est maintenant fermée. Vieux-Fort est relié par voie terrestre à Rivière-Saint-Paul (24 km à l'est), par une route non déneigée en hiver.

**Rivière-Saint-Paul :** Rivière-Saint-Paul compte environ 480 personnes. Le principal employeur y est une usine de poisson. L'usine, qui était passée de la transformation de la morue à celle du crabe, souffre maintenant du moratoire sur le crabe, qui, en 2003, s'appliquait à 100 % de la ressource. L'emplacement de Rivière-Saint-Paul est riche en histoire, et on y trouve des sites archéologiques ainsi que des vestiges des Vikings. Ces sites sont peu exploités, surtout par rapport aux efforts de mise en valeur que l'on remarque de l'autre côté de la frontière provinciale au Labrador. Rivière St-Paul est relié par voie terrestre à Middle-Bay (25km à l'est) et, au-delà de Middle-Bay, à Blanc-Sablon et au Labrador.

### 3.2 Autres remarques

Plusieurs stratégies de survie économique sont mises en œuvre dans ces communautés isolées. On y trouve beaucoup d'entraide, et c'est là peut-être la stratégie la plus importante. Au niveau matériel, la pêche, la chasse, voire un peu de braconnage, viennent compléter les achats alimentaires – achats qui ne sont pas aisés dans ces régions. Dans certains villages les hommes migrent en été vers les chantiers de construction – notamment en Ontario. Ils reviennent passer l'hiver sur la Basse-Côte-Nord, période où les déplacements y sont bien plus faciles (par motoneige) et où on peut y trouver une vie sociale intense entre les divers villages. L'accès à l'assurance-emploi y est souvent assuré par un partage des semaines de travail afin que le maximum possible d'individus atteignent la période de travail minimum requise : cette stratégie est tout à fait rationnelle d'un point de vue économique, mais rend la main-d'œuvre très instable et rend très difficile la démarrage de toute entreprise autre que les entreprises saisonnières nécessitant une main-d'œuvre peu qualifiée. Cette stratégie est d'autant plus rationnelle que les règlements québécois (par exemple ceux concernant la construction) empêchent souvent la reconversion de pêcheurs et leur emploi pour des

travaux locaux de réparation ou de construction. Ces règlements entravent aussi la remise à niveau d'infrastructures qui permettraient peut-être l'accueil de touristes.

Ces contraintes mènent à un sentiment de frustration, et entravent les quelques initiatives réalistes qui pourraient se mettre en place. Ce sentiment, lié aussi à l'éloignement des centres de décision, explique peut-être la difficulté qu'ont certaines municipalités à percevoir les impôts fonciers (Gaudreau, 2000).

Comme nous l'avons fait remarquer, les localités et villages à l'étude peuvent être classés en trois types :

1. Les petites localités dépendantes et en déclin : Aylmer Sound, Mutton Bay, Vieux-Fort, et Baie-Johan-Beetz.
2. Les petites localités qui jouent un rôle de « place centrale » localisée : Harrington Harbour et Rivière-Saint-Paul.
3. Rivière-Pentecôte, dont la problématique économique est différente des autres de par son lien avec Port-Cartier, sa scierie, et sa localisation sur une partie achalandée de la route 138.

Les perspectives pour les localités du premier type sont peu encourageantes, et la question que l'on se pose sur Aylmer Sound (devrait-on fermer la localité ?) devrait aussi être posée pour les trois autres localités de ce type. Mais la réponse à cette question ne peut-être déterminée sur la base de ce rapport. De plus, ces localités sont différentes entre elles. En particulier il faut tenir compte du fait que la situation d'Aylmer Sound est particulièrement précaire, et sa localisation géographique des plus isolées. Mutton Bay et Vieux-Fort sont liés à La Tabatière et Rivière-Saint-Paul respectivement, tandis que Baie-Johan-Beetz est sur la route 138. Seule une analyse détaillée des coûts et bénéfices liés aux investissements et aux perspectives de ces localités pourra cerner les paramètres nécessaires aux prises de décisions.

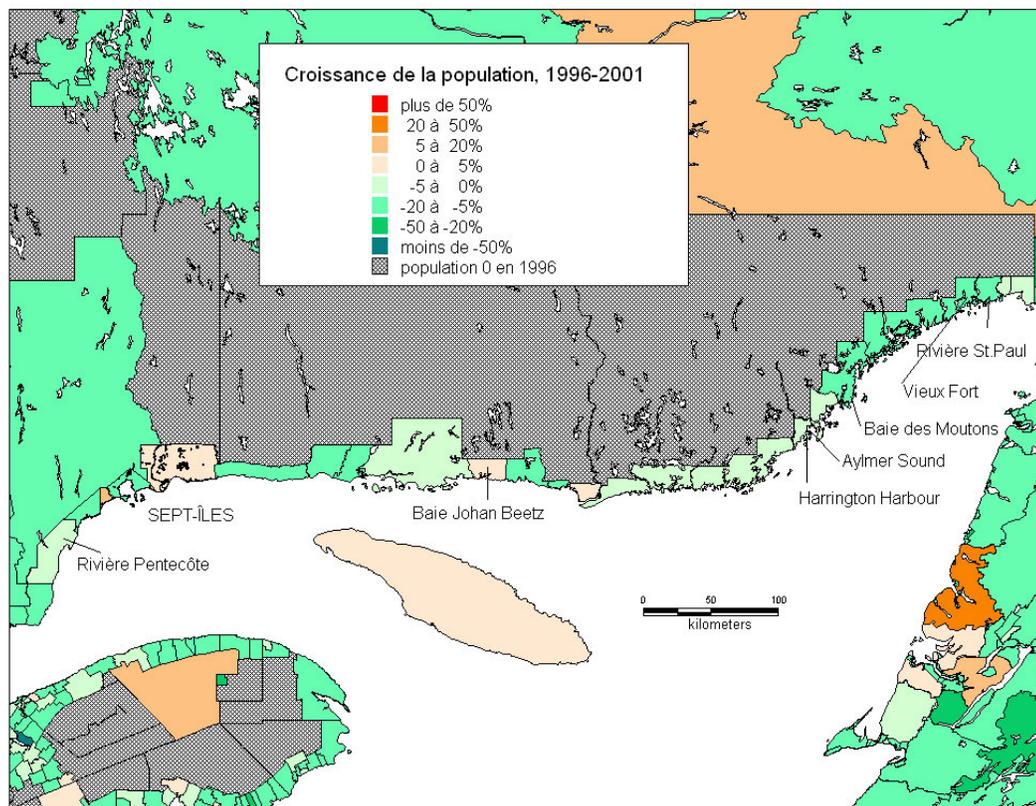
Les perspectives pour Harrington Harbour et Rivière-Pentecôte sont meilleures, mais nécessitent une action immédiate pour promouvoir le tourisme, appuyer les usines existantes, et en empêcher le déclin. Pour cela, une réflexion urgente s'impose sur la réglementation appliquée, non pas parce que le changement des règles serait une solution miracle, mais parce que ces règles semblent y entraver tout esprit d'initiative : il semble impossible pour les habitants d'obtenir du financement pour la création de structures d'accueil touristique sans devoir importer les équipes de construction ou de rénovation du centre du Québec, alors que la main-d'œuvre locale serait capable

d'effectuer les travaux à moindre coût. Ceci a un effet négatif sur la dynamique locale et, évidemment, sur tout projet touristique.

### 3.3 Quelques statistiques

Dans cette section quelques statistiques portant plus précisément sur les municipalités dans lesquelles se trouvent les sept localités sont commentées.

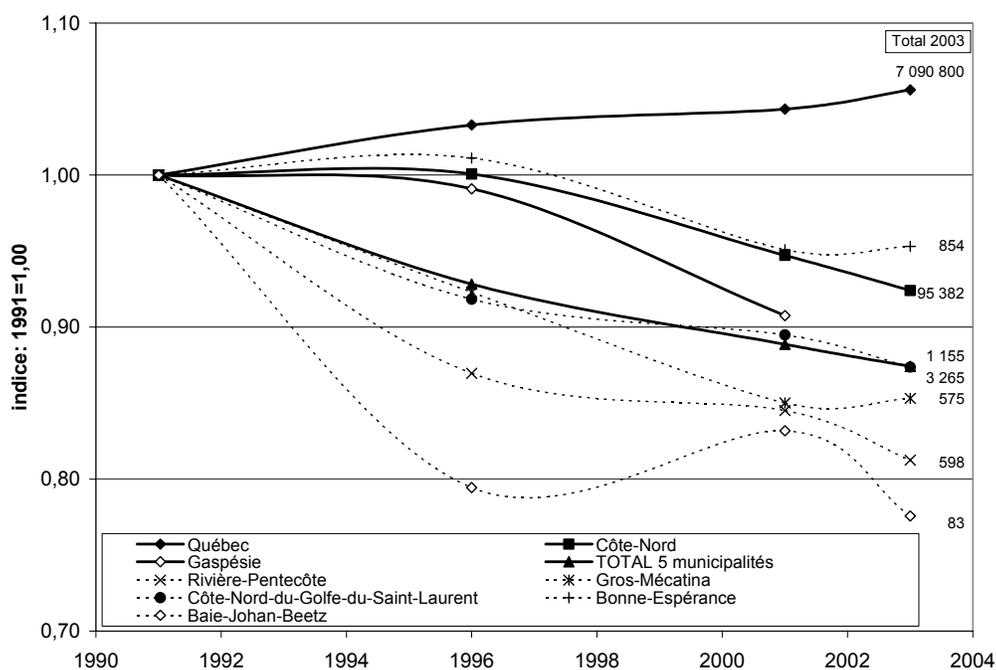
**Carte 2 : Croissance de la population 1996-2001**



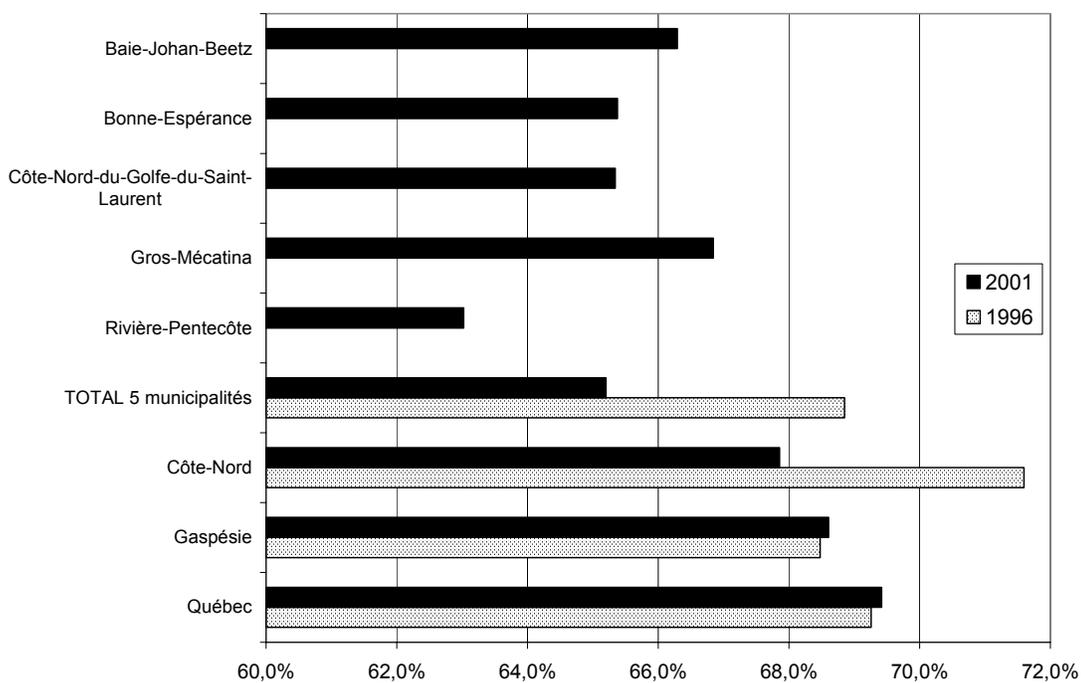
La population a décliné dans l'ensemble des municipalités concernées (carte 1, Figure 6), et ce depuis 1991 (la date la plus éloignée pour laquelle des chiffres comparables sont disponibles). Mais compte tenu des changements saisonniers et des petits chiffres, de petites évolutions vers le haut ou vers le bas ne sont pas très significatives. Cependant, la tendance générale est très claire : elle est semblable dans chaque municipalité, et cette tendance est aussi semblable à celle de la Côte-Nord dans son ensemble. Seule Bonne Espérance (Rivière-Saint-Paul et Vieux-Fort) semble accuser un déclin un peu moins rapide que les autres municipalités. On remarque par ailleurs que cette tendance est différente de celle de l'ensemble du Québec, où l'on voit une croissance de la population.



**Figure 6 : Indice de croissance de la population totale, 1991-2003**



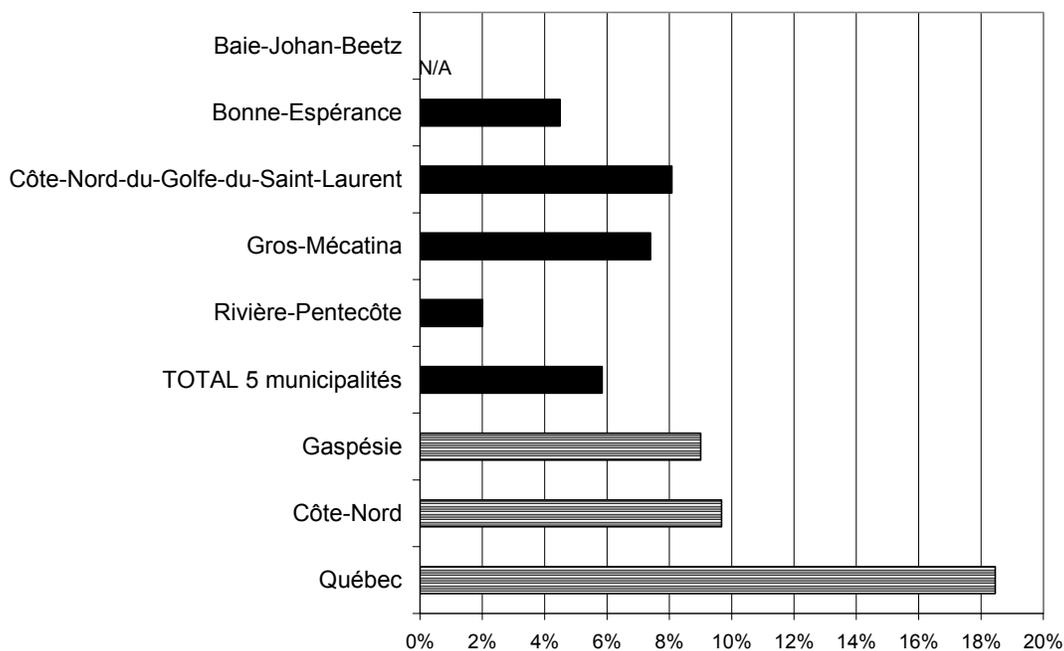
**Figure 7 : Pourcentage de la population entre 15 et 65 ans**



Note: au sein des 5 municipalités les chiffres sont trop petits pour effectuer des comparaisons d'une année à l'autre.

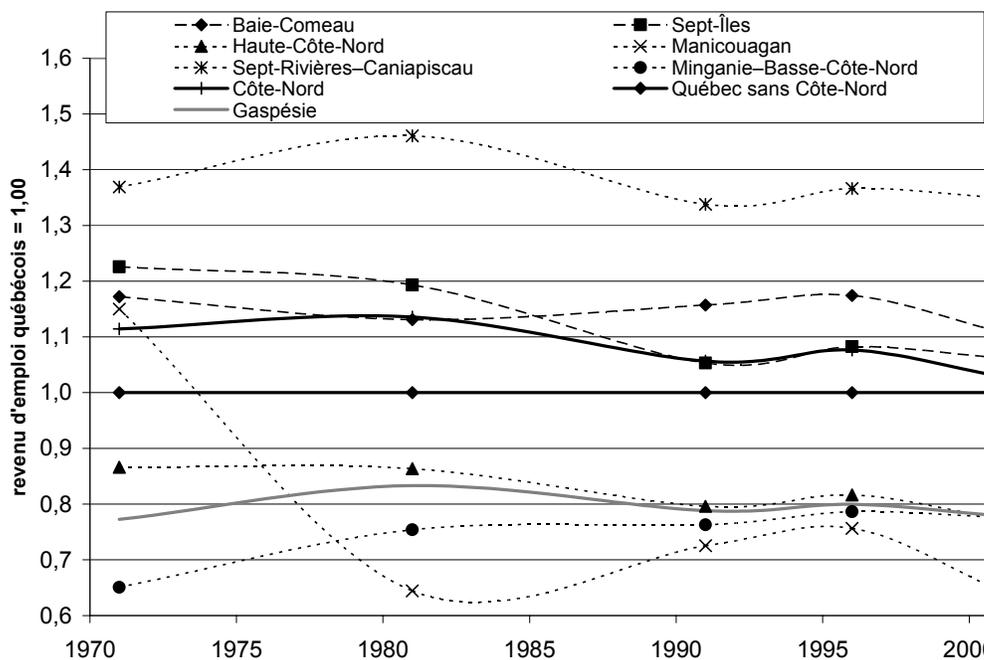
Le pourcentage de la population d'âge actif (entre 15 et 65 ans) baisse dans les cinq communautés (Figure 6) entre 1996 et 2001, et se trouve en dessous de la moyenne québécoise et de celle de la Côte-Nord. Cette baisse est accompagnée d'un vieillissement de la population (la population des plus de 65 ans est passée de 12,4 % à 14,5 % entre 1996 et 2001 dans les cinq municipalités), mais aussi d'une augmentation du pourcentage de jeunes de moins de 15 ans (18,7 % à 20,3 %). Ce rajeunissement relatif, qui va dans le sens contraire de la tendance québécoise (19,4 % à 18,1 %), reflète peut-être le fait que ce sont principalement les jeunes arrivant à l'âge adulte qui quittent les municipalités. Ceci rehausse le pourcentage de jeunes et de personnes âgées sans en augmenter le nombre.

**Figure 8 : Pourcentage de la population de 15 ans et plus ayant fréquenté l'université, 2001**



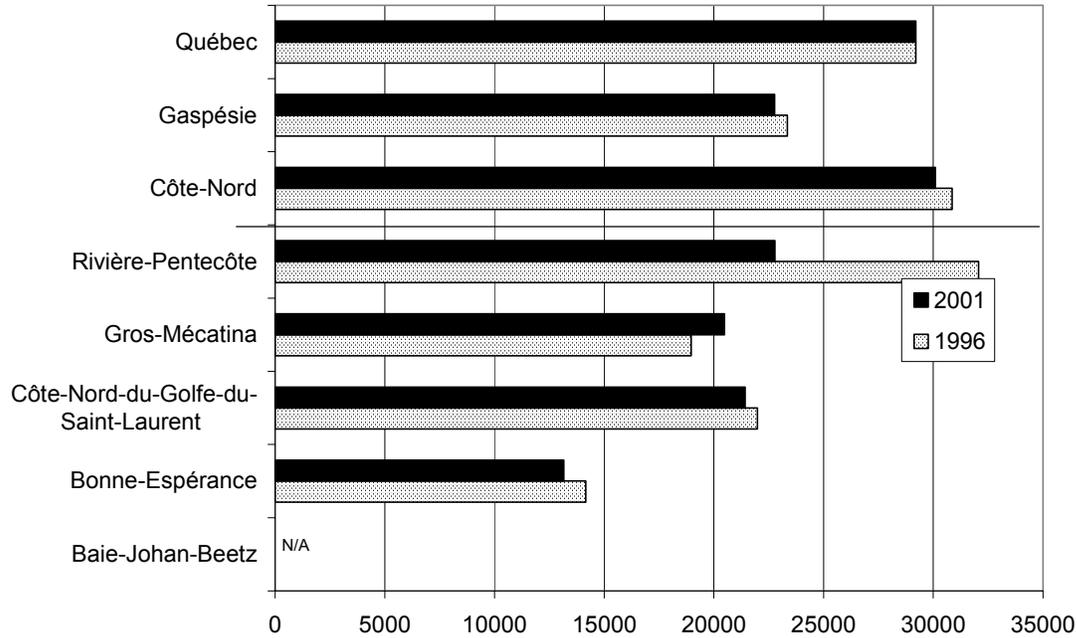
La population est beaucoup moins formée sur la Côte-Nord que la moyenne des Québécois : alors que 18 % des Québécois ont suivi certains cours au niveau universitaire, seul 9,5 % des habitants de la Côte-Nord l'ont fait. Ce chiffre est encore plus bas (6 % en moyenne) dans les cinq municipalités à l'étude.

**Figure 9 : Évolution des revenus d'emplois moyens par rapport au revenu d'emploi moyen québécois**



Les revenus d'emploi (c'est-à-dire les revenus d'emploi par personne ayant travaillé dans l'année) sur la Côte-Nord ne sont pas plus bas qu'au Québec : au contraire, entre 1971 et 2001 les revenus d'emploi y sont plus élevés. Ceci est vrai à Sept-Îles, à Baie-Comeau et dans Sept-Rivières-Caniapiscau, régions qui profitent de la présence de mines, d'alumineries et de papetières. Par contre, le reste de la Côte-Nord vit une réalité très différente avec des revenus d'emploi qui sont systématiquement inférieurs d'environ 20 % au revenu québécois.

Figure 10 : Revenu d'emploi moyen, dollars 2001\*

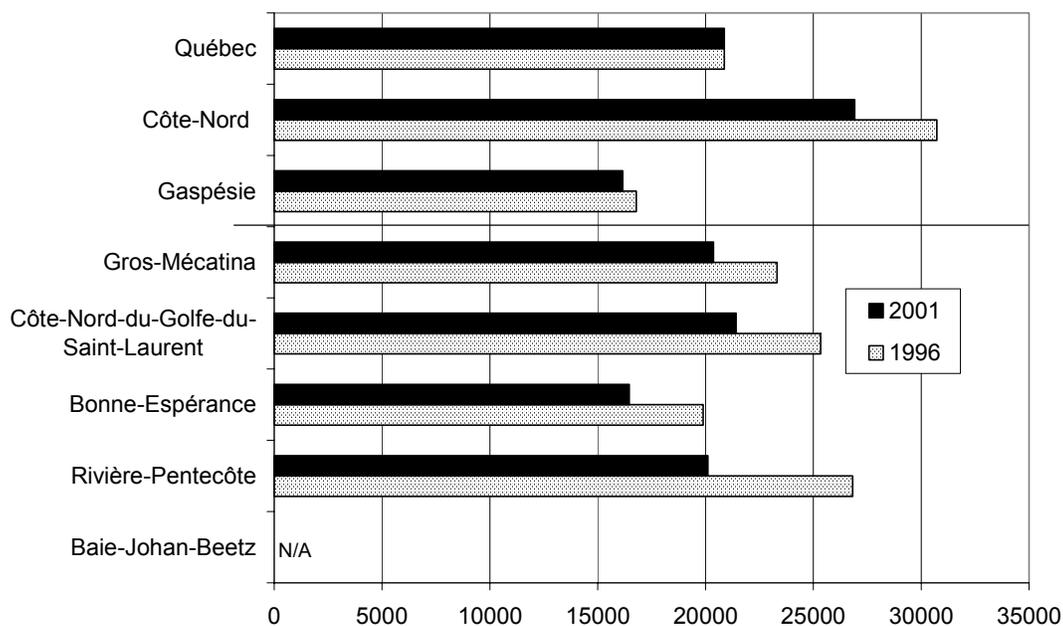


Note: les revenus des 5 municipalités en 1996 sont ajustés pour la croissance du revenu moyen d'emploi québécois entre 1996 et 2001

Ce que l'on constate pour la Côte-Nord dans son ensemble reste aussi vrai pour les cinq municipalités à l'étude. Les revenus d'emploi moyens y sont très inférieurs aux revenus d'emploi moyens de la Côte-Nord et du Québec. À Rivière-Pentecôte ces revenus ont baissé de manière très marquée entre 1996 et 2001, sans doute à cause de la fermeture de la scierie. Dans les autres municipalités les revenus restent stables.

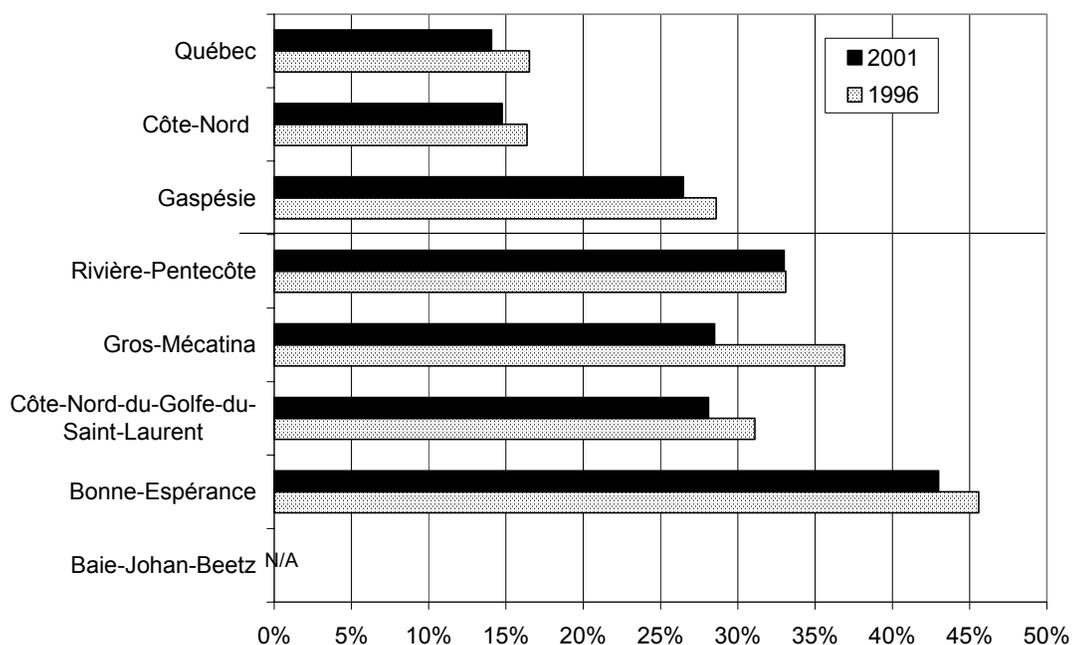
On constate cependant que les revenus totaux par personne sont beaucoup plus proches des normes québécoises (Figure 11). Ceci peut être expliqué par le fait que dans les municipalités à l'étude, de 28 à 43 % des revenus par personne sont assurés par des transferts gouvernementaux (Figure 12 – par exemple, l'assurance-emploi).

**Figure 11 : Revenu total par personne \*, 1996-2001**



\* Les revenus de 1996 sont ajustés pour la croissance du revenu par capita total québécois entre 1996 et 2001

**Figure 12 : Pourcentage des revenus totaux par personne provenant de transferts gouvernementaux, 1996-2001**



La Figure 13 montre à quel point les emplois dans les petites municipalités sont précaires. Tandis que pour la Côte-Nord dans son ensemble environ 45 % des personnes employées travaillent à temps plein et durant toute l'année (autrement dit, des emplois stables à temps complet), seulement 18 % des employés ont ce type d'emploi en Minganie et sur la Basse-Côte-Nord. En 1996, le profil de Rivière-Pentecôte ressemblait plutôt à celui de la Côte-Nord, mais la fermeture de Norbois a très rapidement changé ce profil : ceci souligne à quel point même les petites communautés d'apparence prospère sont exposées au risque quand elles ne dépendent que de quelques employeurs.

**Figure 13 : Pourcentage des personnes ayant un revenu d'emploi qui travaillent à temps plein et durant toute l'année**

	1996	2001
Baie-Johan-Beetz	-	-
Bonne-Espérance	9,9%	18,4%
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	20,5%	18,6%
Gros-Mécatina	15,7%	17,7%
Rivière-Pentecôte	35,6%	19,0%
<b>Côte-Nord</b>	<b>42,9%</b>	<b>44,6%</b>

Il est aussi intéressant de noter que les revenus des personnes ayant des emplois stables peuvent être très élevés même sur la Basse-Côte-Nord. On voit à la Figure 14 que, selon l'année, les revenus à temps plein et pour une année complète sont semblables, dans les municipalités à l'étude, aux revenus équivalents sur la Côte-Nord dans son ensemble. Comme partout, il y a dans les petites municipalités éloignées des individus prospères, que ce soient des pêcheurs avec une licence ou des employés gouvernementaux. Mais ceci ne change pas le fait que ces personnes y sont en faible minorité.

**Figure 14 : Revenus des employés à temps plein pendant toute l'année, 1996 et 2001**

	1996	2001
Baie-Johan-Beetz	-	-
Bonne-Espérance	37 326	30 532
Côte-Nord-du-Golfe-du Saint-Laurent [M]	34 534	41 443
Gros Mécatina	34 032	53 026
Rivière-Pentecôte	45 526	44 461
<b>Côte-Nord</b>	<b>39 543</b>	<b>43 062</b>

**Figure 15 : Structure industrielle des emplois, 2001**

	Pêche	Mines	Const ruction	Manu- facture	Détail	Trans- ports	Public	Autres	TOTAL
Baie-Johan- Beetz *	<b>25,0%</b>	0,0%	<b>25,0%</b>	<b>25,0%</b>	0,0%	0,0%	0,0%	25,0%	40
Bonne- Espérance	<b>13,6%</b>	0,0%	3,7%	<b>18,5%</b>	12,3%	4,9%	16,0%	<b>30,9%</b>	395
Côte-Nord-du- Golfe-du-Saint- Laurent	<b>18,1%</b>	0,0%	<b>6,3%</b>	<b>12,6%</b>	7,1%	<b>11,0%</b>	<b>24,4%</b>	20,5%	625
Gros-Mécatina	<b>8,3%</b>	0,0%	<b>16,7%</b>	<b>15,0%</b>	3,3%	<b>15,0%</b>	18,3%	23,3%	305
Rivière- Pentecôte	<b>13,6%</b>	<b>13,6%</b>	4,5%	<b>34,1%</b>	6,8%	4,5%	6,8%	15,9%	205
Baie-Comeau	2,9%	0,3%	4,6%	22,5%	11,6%	2,9%	25,1%	30,1%	11 705
Sept-Îles	1,2%	7,1%	5,4%	9,5%	14,3%	5,5%	24,9%	32,1%	12 240

\* Les chiffres sont arrondis à +/- 5. Le peu d'emploi à Baie-Johan-Beetz rend donc l'interprétation de ces chiffres problématique, mais on peut quand même en conclure que l'on n'y trouve pas une grande variété d'occupations.

Pour conclure cette présentation statistique, la structure industrielle des cinq municipalités à l'étude est présentée. On note une forte dépendance envers la pêche et la manufacture (qui, dans la plupart des cas, correspond à la transformation du poisson). Le secteur public joue aussi un rôle important au CNGSL, mais un rôle plus mitigé dans les plus petites municipalités.

La proximité de Rivière-Pentecôte à Port-Cartier se traduit par un emploi conséquent dans le secteur minier. Finalement, le grand pourcentage des employés de Gros-Mécatina qui se retrouvent dans la construction correspond peut-être au phénomène de migration estivale vers les chantiers ontariens décrit plus haut.



#### 4. CONCLUSIONS

Cette étude a pour but de décrire la situation socioéconomique de sept petites localités sur la Côte-Nord et de commenter leurs perspectives de développement.

Quatre approches ont été développées, chacune partiellement : une revue de la littérature, une mise en contexte aux niveaux québécois et canadien, des discussions qualitatives avec des chercheurs et intervenants connaissant la région, et une analyse statistique plus détaillée.

L'ensemble de ces méthodes apporte des informations différentes, mais convergentes.

En gros, les sept localités sont en décroissance et font face à des problèmes de survie économique sérieux. Aucune d'entre elles n'est viable sans une intervention gouvernementale soutenue et répétée. Ceci est vrai de beaucoup d'autres communautés périphériques au Canada, mais aussi dans le reste du monde occidental. À long terme il est peu probable que ces communautés continueront d'exister sans changements importants, tel que leur regroupement en un nombre plus petit de « places centrales », voire la disparition de certaines causée par l'attrition démographique et migratoire.

Dans ce contexte, des perspectives réalistes de développement et de maintien d'activités à moyen et à long terme existent à Harrington Harbour, à Rivière-Saint-Paul et à Rivière-Pentecôte. Les deux premières localités peuvent espérer maintenir une activité de pêche et de transformation du poisson, et ont aussi un potentiel touristique qu'il est urgent de développer en collaboration avec les habitants, mais aussi avec des organisateurs de voyage en métropole et à l'étranger. Ces activités ne seront pas suffisantes pour assurer l'autonomie économique de ces localités, mais pourront y assurer la continuation d'une certaine vie économique. La troisième est maintenant fusionnée avec Port-Cartier : ceci n'en assure pas la survie, mais souligne sa proximité (toute relative) aux activités économiques qui se trouvent à Port-Cartier. Ceci, combiné à sa scierie et à son rôle de lieu de villégiature, en assure certaines perspectives d'avenir. Mais ces perspectives demeurent très fragiles, comme en atteste l'importante baisse du taux d'emploi à temps plein dès que la scierie eut fermé ses portes.

Quatre localités sont en décroissance et ne semblent pas avoir de bonnes perspectives de développement : Aylmer Sound, dont on discute ouvertement de la fermeture ; Vieux-Fort, dont le lien routier avec Rivière-Saint-Paul draine les activités ; Mutton Bay, dont la population décroît au profit de La Tabatière ; et Baie-Johan-Beetz, pour lequel l'ouverture de la route 138 semble mener à la fermeture des activités commerciales et au départ de certains habitants. Ces quatre localités ne semblent pas avoir d'activité

économique locale, et il existe très peu de perspectives pour en développer : le tourisme, qui est à la rigueur une idée viable pour Harrington Harbour et Rivière-Saint-Paul, ne peut pas être considéré comme une solution (même partielle) partout. Mais en dehors de cette activité et des ressources halieutiques, peu d'autres voies de développement sont ouvertes à ces petites communautés isolées.

## Références

- 7-iles.ca (2004). <http://7-iles.ca/xoops/modules/news/article.php?storyid=242>
- Aarsaether, N., et J. Baerenholdt (1998). *Coping Strategies in the North*, Copenhagen, Nordic Council of Ministers
- Breton, Y. (1990). *L'effet récurrent du capitalisme sur une communauté de pêcheurs : St.Paul's River, Basse-Côte-Nord*, La construction de l'anthropologie québécoise, <http://www.bibl.ulaval.ca/doelec/pul/chap28.html>
- Bryden, J. (2002). *Rural Change in a Northern & North-Western European Context*, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional
- CDR Côte-Nord (1999). Plan de développement stratégique de la Côte-Nord, 1999-2004.
- Commission (2002). *Journal des débats, 36<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session*, Commission permanente de l'éducation, 24/11/2002.
- Communes (2002). *Débats de la Chambre des communes*, vol. 137, n<sup>o</sup> 99, 1<sup>re</sup> session, 37<sup>e</sup> législature, 5/6/2002.
- Côté, S. et M.-U. Proulx (2002). *L'économie des régions périphériques du Québec et son renouvellement actuel*, Montréal, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, 152 p. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/f/inc/regionsduS/RegDuQuebec/DEC.PDF>
- DEC (2003). *Plan d'affaires 2003-2004*, Développement économique Canada, Sept-Îles.
- DRHC (2002). Document d'analyse des problématiques du marché du travail de la Côte-Nord - 2002-2005, [http://www.qc.hrdc-drhc.gc.ca/imt/cote-nord/francais/etudes/probl\\_2002-05/page2.html](http://www.qc.hrdc-drhc.gc.ca/imt/cote-nord/francais/etudes/probl_2002-05/page2.html)
- Duhaime, G. et A. Godmaire (2002). « Les modèles de développement du nord. Analyse exploratoire au Québec isolé », *Recherches sociographiques*, vol. XLIII, n<sup>o</sup> 2, p. 329-351.
- Gaudreau, R. (2000). Fourniture d'eau potable et disposition des eaux usées sur la Basse-Côte-Nord, Québec, ministère des Affaires municipales.
- Hull, J. (1998). « Coping with the closure of the fishery », dans N. Aarsaether et J. Baerenholdt (dir.), *Copenhagen Coping Strategies in the North*, Nordic Council of Ministers.
- Isaksen, A. (2002). *Regional Development and Policy in Norway*, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/a/inc/regionsduS/isaksen.PDF>
- Jay-Rayon, J.-C. (1992). *Basse-Côte-Nord. La côte des Archipels*, Téoros, 11.3, p. 10-12.
- Johnson, M. (2002). *Déclin et adaptation à la périphérie, la côte ouest de Terre-Neuve*, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. [http://www.umoncton.ca/icrdr/DECLIN\\_ET\\_ADAPT.pdf](http://www.umoncton.ca/icrdr/DECLIN_ET_ADAPT.pdf)
- Jones, G. (1992). Le Développement touristique de la zone Vieux-Fort/Blanc-Sablou en Basse Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, maîtrise, Université du Québec à Rimouski.
- Julien, P-A et L. Brunelle (2000). *Les PME de transformation des produits aquatiques : modernisation nécessaire et urgente*, Cahier de recherche CR-00-19 : Département des sciences de la gestion et de l'économie, Université du Québec à Trois Rivières.

- Kangasharju, A. (2002). *Regional Development and Regional Policy in Finland*, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/a/inc/regionsduS/kangash.PDF>
- MRC Minganie (2004). [http://www.mrc-minganie.qc.ca/economie\\_tourisme](http://www.mrc-minganie.qc.ca/economie_tourisme), consulté le 29/2/2004.
- Payne, D. (1979). *La Basse-Côte-Nord : perspectives de développement*, rapport de la mission Basse-Côte-Nord au D<sup>r</sup> C. Laurin, gouvernement du Québec.
- Persson, L-O. (2002). *Economic Development and Policy in Norra Norrland ?*, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/a/inc/regionsduS/persson.PDF>
- Polèse, M. et R. Shearmur (2002). La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique, Montréal, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, 237 p. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/default.asp?p=res>
- Québec (1999). *Profil économique de la région de la Côte-Nord, édition 1999*, gouvernement du Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce.
- Québec (2000). *Diagnostic de l'industrie de transformation du poisson*, ministère de l'Agriculture, Québec (rapport daté du 31/10/2000, par P.A. Julien et L. Brunelle), <http://www.agr.gouv.qc.ca>
- Québec (2001). *La Côte-Nord : un maillon essentiel de notre économie*, gouvernement du Québec, ministère des Finances et ministère des Régions.
- Québec (2002a). *Profil économique de la région Côte-Nord, édition 2002*, Gouvernement du Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, <http://www.mic.gouv.qc.ca/PME-REG/regions/pagehtml/09/region-09.htm>
- Québec (2002b). Étude sur les avantages et les inconvénients du regroupement ou des regroupements des municipalités de la MRC des Sept-Rivières, Commission municipale du Québec, dossier CM-56009.
- Shearmur R. et M. Polèse (2001). *Le développement économique des régions périphériques au Canada, 1971-1996 : analyse statistique*, Montréal, INRS Urbanisation, Culture et Société et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, 131 p. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/f/inc/regionsduS/NStatF.PDF>

### Sources statistiques

Toutes les statistiques présentées pour les années censitaires (1971, 1981, 1991, 1996 et 2001) sont des statistiques de recensement.

Pour les données à l'échelle des régions de la Côte-Nord, du Québec et du Canada, les données démographiques et économiques proviennent d'une compilation spéciale réalisée par l'INRS-UCS couvrant les années 1971, 1981, 1991, 1996, 2001.

Les données des municipalités sont issues des profils de communautés de Statistique Canada.

Les estimations de la population en 2003 pour les municipalités à l'étude proviennent de l'ISQ.

Les données sous-jacentes à la carte 1 proviennent du CD-ROM Géo-Suite de Statistique Canada.